

Hassan-Assem.

Section A.

I^{re} Année.

Organisation administrative	5
Matières administratives	6
Finances	5
Législation civile comparée	6
Economie politique	4 $\frac{3}{4}$

II^e Année.

Organisation administrative	4 $\frac{1}{2}$
Matières administratives	6
Finances	4 $\frac{1}{2}$
Histoire constitutionnelle (Cours)	3 $\frac{1}{4}$
id id (Conf)	5
Histoire parlementaire	3 $\frac{1}{2}$
Anglais	3

Compositions.

Pour M ^r Ali	4
Pour M ^r de Foville	4

Travaux.

Pour M ^r Ali	6
Pour M ^r Levasseur de Picourt	4

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 188

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation administrative

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Le Varasseur de Trécourt

M. Hassan - Othman élève de 1^{re} année.

NOTE : 5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Le Varasseur de Trécourt

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Matières administratives

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Alix

M. Hassan Assem élève de *1^e* année.

NOTE :

Très bien

OBSERVATIONS

.....
.....
.....
.....

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Labrousse

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Législation civile comparée

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Glasson - Esmein

M. Hassan - Assem élève de *1^{re}* année:

NOTE : *6*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Glasson

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Economie politique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Dumoyet

M. Hassan - Assem élève de 1^{re} année.

NOTE : *4 $\frac{3}{4}$*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

A. Dumoyet

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Juni 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation administrative

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. L. Varamus de Fricourt

M. Hassan - Assem élève de 2^e année.

NOTE : 4 1/2

OBSERVATIONS

.....

.....

.....

.....

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

L. Varamus de Fricourt

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Matières administratives

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Alix

M Hassan-Arsem élève de 2^e année.

NOTE : Très bien - 6

OBSERVATIONS

De rapports remarquables sur
le système des impôts en France

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

(Signature)

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Finances

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. de Forville

M.

Hassan-Arrou

élève de *2^e* année.

NOTE :

4 1/2

OBSERVATIONS

.....
.....
.....
.....

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

A. de Forville

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire constitutionnelle

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Boutry

M. Hasson-Assem élève de 2^e année.

NOTE : 3 3/4

OBSERVATIONS

<u>Indication de l'organisation en Angleterre</u>	<u>3/4</u>	<u>2/4</u>
<u>Revue de 1814</u>	<u>3/4</u>	<u>2/4</u>
<u>Question du Président de Stahleis</u>	<u>4/4</u>	<u>1/4</u>

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Boutry

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire constitutionnelle

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Vergniaud

M *Hassan - Assem* élève de *2^e* année.

NOTE : *5*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

M. Vergniaud

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 1884

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire parlementaire

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Charmes

M

Hassan-Bassem

élève de *2^e* année.

NOTE :

3 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Hassan-Bassem

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Anglais

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Beljame

M Hassan - Assem élève de 2^e année.

NOTE : 3

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Beljame

Rosem

21

Crédits budgétaires.

Crédits extrabudgétaires,
supplémentaires, extraordinaires,
complémentaires.

Nomenclature des services
votés.

(4) Mesures prises ou mesures
à prendre pour combattre
l'abus des crédits extraordinaires

(12) Les crédits sont les sommes
allouées pour faire face aux dépenses
publiques.

Les crédits budgétaires sont
ceux qui ont été prévus par le
budget voté annuellement par
les chambres.

Les crédits extrabudgétaires
sont ceux qui, pour une cause
ou une autre, n'ont pas pu
être ouverts par le budget
annuel ou loi de finances et qui
sont ouverts dans le courant
de l'exercice budgétaires.

Ces derniers crédits se
divisent en crédits supplémentaires,
crédits extraordinaires, et
crédits complémentaires.

Un crédit est dit supplémentaire
quand il a pour objet de
couvrir les dépenses d'un service non
nouveau qui a été insuffisamment
voté par la loi de finances.

Les crédits extraordinaires sont ceux qui ont pour objet de pourvoir à une dépense importante qui, à cause de son caractère accidentel, n'a pas pu être prévue par le budget.

On appelle complémentaires, les crédits qui n'ayant pas été régularisés ~~et~~ en temps utile apparaissent pour la première fois dans la loi de règlement définitif.

Les crédits extrabudgetaires sont autant des modifications apportées au budget pendant son exécution.

À côté des crédits extrabudgetaires, il y a les virements. Le virement est la faculté accordée au pouvoir exécutif de prendre les excédents de recettes d'un service richement doté et de les porter sur un service pauvrement doté.

§ Dans la période révolutionnaire la question de savoir dans quelle mesure la faculté de virement a été appliquée n'a pas d'intérêt parce qu'à cette époque la question de la spécialité du vote ne s'est pas posée à cause de l'anarchie qui régnait à cette époque et qui a mené à

la banqueroute.

Sous la Restauration les virements ont été pratiqués sur une grande échelle. sous le gouvernement de juillet ils ont été très restreints, et on ne les voit reparaître que sous le second empire dans une large mesure.

Devant les réclamations vives de l'opinion publique un sénatus-consulte de 1867 est venu les restreindre aux articles. C'est le système suivi actuellement.

On voit qu'au moyen des crédits extrabudgétaires le pouvoir exécutif peut porter atteinte à l'équilibre budgétaire et cacher des déficits. surtout qu'il en a toujours (excepté pendant quelques temps sous la Restauration) abusé.

Pour remédier à cet état des choses on s'est mis à la recherche de ~~remèdes~~ mesures pour combattre cet abus.

Voici les ~~remèdes~~ mesures qui ont été prises et celles qui sont à prendre.

1^o Si nous suivons l'histoire financière de la France dans ce siècle nous trouvons que plus le gouvernement a la faculté de faire des virements moins il a de liberté pour ouvrir des crédits extraordinaires. — Aujourd'hui

les crédits extraordinaires
ne peuvent être ouverts
qu'en vertu d'une loi.

En cas de prorogation des
chambres, il faut un décret
sur un avis du Conseil d'État
et que le décret soit délibéré
en conseil des ministres.

2.^e En Belgique on a adopté,
entre autres, comme mesure
le système des services votés.

On entend par là les services
pour lesquels le pouvoir
exécutif peut ouvrir des
crédits supplémentaires. Il
serait plus exact de les appeler
services limités.

Cette mesure a été importée
en France. La loi de finances
contient à la fin la nomenclature
de ces services votés. Nous en
donnons les principaux.

Ministère de <u>la justice</u>	Frais de justice criminelle,
Ministère des aff. étrangères	Frais de voyages et de courrier, frais d'installation des consulats et agences politiques.
Intérieur	Frais de transport des détenus, indemnités pour les électeurs sénatoriaux.
Travaux publics	Frais d'entretien et grosses réparations des routes nationales.

Ministère de Finances Guerre marine	pensions civiles, veuves, dépense, du service de, tabacs, achat de fourrages, rentes, etc., Frais de route et de rapatriement, affrètement, de pour des condamnés.
Postes et télégraphes	entretien des à entretien entretien des lignes télégraphiques
Instruction publique	Prix de l'Institut, frais de concours dans les facultés
agriculture	Frais d'expériences des bois des forêts.

Ces mesures laissent toujours
à désirer et ne remédient au
mal que dans une faible mesure
(frais de l'expédition de Tunisie)

Mesures à prendre:
1.° Il ~~serait~~ est désirable
qu'on introduise en France
le système anglais qui entène
au parlement l'initiative en
matière budgétaire. On a vu
et on voit en France et dans
les autres pays que les députés
au lieu de s'opposer à l'augmen^{tation}
des dépenses, comme cela doit être,
proposer au contraire des

augmentation & basés souvent
sur l'intérêt personnel.

Le système anglais est bon
parce que le pouvoir exécutif
est plus à même pour juger
l'opportunité de la dépense et
la capacité financière du pays.

2.^o De même il ~~serait~~ ^{est} ~~est~~
desirable de ~~représenter~~ ^{que} le
vote du budget ait lieu à
une époque plus rapprochée
de ~~l'exercice~~ ^{l'exercice} budgétaire. De cette
façon il sera plus facile au
gouvernement de faire connaître
exactement les besoins de l'exercice
qui va suivre. La conséquence
du système français, qui fait
que le budget est préparé quinze
mois à l'avance, et de donner
lieu à beaucoup d'erreurs dans
les prévisions.

Cet inconvénient du système
français serait supprimé
si on faisait commencer ~~l'exercice~~ ^{l'exercice} l'année
~~prochaine~~ ^{l'exercice} budgétaire au 1^{er} juillet.
En Angleterre il commence au
1^{er} avril.

H. Affens

Tas
de l'air - fait
de l'air - fait
de l'air - fait
de l'air - fait

Assem

Monsieur Le maire

Je vous prie de pourvoir à l'organisa^{tion}
des services ci-après que nécessite la séparar
ation de la section A de la commune B
et sa constitution en une commune
distincte.

1.^o Mairie — Nomination d'un ou
plusieurs adjoints, d'un commissaire central
(si la commune est de celles qui peuvent en recevoir)
service de l'état civil, nomination d'un surveil
municipal, de gardes champêtres, etc.

2.^o Voirie. — Elle comprend l'entretien
des rues et des chemins vicinaux.

3.^o Instruction — La commune vient
au secours des établissements communaux
d'instruction. Elle accorde des subventions
surtout pour les écoles.

4.^o Logement du juge de paix

5.^o Culte — Logement des curés, desservant et
autres ministres des cultes salariés par
l'Etat, secours ~~aux~~ aux fabriques et
autres administrations préposées au culte.

6.^o Cadastre. — Les frais nécessaires à la confection
du cadastre de nouveau si le conseil municipal
le veut ou bien pour le tenir au courant
des changements qui surviennent dans
l'état des propriétés.

7.^o Service de la dette pour la partie
qui revient à la commune dans
la dette de l'ancienne commune dont
elle faisait partie.

8.^o Pourvoir à l'acquittement de la part
qui revient à la commune dans

la dette de la commune dont elle
faisait partie

10° Installation de la gendarmerie

11° Assurances aux pauvres.

12° ~~Assurance~~ Confection du budget communal.

Budget communal.

Le budget communal comprend deux
parties: le budget des dépenses et le budget
des recettes.

Budget des dépenses. — Ce budget comprend
des dépenses facultatives et des dépenses obligatoires.

Les dépenses obligatoires sont:

1° Entretien de l'Hôtel de ville, 2° frais
de bureau et d'impression pour le service
de la commune, 3° abonnement au
bulletin des lois, 4° frais de recensement
de la population et des registres de l'état
civil, 5° traitement du receveur municipal,
des gardes-champêtres, des commissaires
de police, 6° loyer et réparations de lours
du juge de paix, 7° ^{de logement} indemnité accordée
aux ministres et préposés de culte, 8°
grosses réparations aux édifices communaux,
etc.

Budget des recettes — Nous indiquerons
ici les ressources avec lesquelles on pourroit
soit aux services que nous avons indiqués
soit à d'autres. — Ce budget comprend
des recettes ordinaires et des recettes extraord-
inaires.

Recettes ordinaires — 1° Revenus des biens
que la section a emportés avec lui et
dont les habitants n'ont pas la jouissance

2.^o Cotesations imposées à ceux ont une
jouissance en nature. 3.^o Centimes
ordinares dans la limite des lois
de finances; 4.^o portion accordée aux
communes sur l'impôt des patentes
5.^o produits des places, marchés etc; 6.^o
des produits des péages; 7.^o des prix des
concessions de cimetières, d'eau etc. 8.^o des
produits des octrois 9.^o portions accordées
à la commune sur les amendes; 10.^o
de toutes les taxes des villes.

Recettes extraordinaires: 1.^o dons et legs.
2.^o prix des biens aliénés; 3.^o produits des
coups extraordinaires etc.

Chemins vicinaux — En cas d'insuffisance
des recettes ordinaires il est pourvu
à l'entretien des chemins vicinaux au
moyen d'une prestation en nature
(trois journées de travail) et de
centimes additionnels spéciaux sur
les contributions directes.

Instruction publique ^{primaire} — Il y est
pourvu, toujours en cas d'insuffisance
des ressources ordinaires, par des centimes
additionnels. — Une loi de cette année
a rendu l'instruction ~~primaire~~ gratuite.

Octroi. — Au nombre des revenus
d'une commune, se trouvent ceux provenant
des droits d'octroi. L'octroi est établi
sur une délibération du conseil municipal
approuvée par décret. Les droits sont
perçus dans la mesure du maximum
établi par le tarif.

Emprunt - La commune peut
emprunter dans les conditions suivantes

Il faut un décret pour les communes
de moins de 100 000 habitants et une
pour les communes ayant plus de
100 000 habitants. Il faut que le conseil
municipal s'y joigne les plus imposés.

Voilà tout ce que nous avons pu
vous rappeler sur cette question.

H. Affery